

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1841>

Espions chinois au Canada : Ottawa en a assez

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : jeudi 20 avril 2006

Spyworld Actu

La Grande Époque publiait en juin 2005 une série d'articles sur l'espionnage chinois. Par le biais d'anciens fonctionnaires du régime communiste de Chine et par la confirmation d'un ex-agent du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), nous apprenions que 1000 espions chinois étaient en service au Canada. Près d'un an plus tard, l'histoire refait surface et a, cette fois, attiré davantage l'attention des médias québécois, dont La Presse qui consacrait un article de première page à la question, le dimanche 16 avril. La raison ? Le nouveau gouvernement canadien vient d'indiquer qu'il travaillera pour éliminer cet espionnage.

La nouvelle est venue du conservateur Peter Mackay, ministre des Affaires étrangères, en entrevue lors de l'émission Question Period à la station de télévision CTV de dimanche. L'année dernière, son parti avait déjà communiqué à la Chambre des communes son inquiétude au Parti libéral au pouvoir, demandant à ce dernier d'agir dans le dossier. Au même moment, le diplomate du consulat de Sydney en Australie, Chen Yonglin, et un policier chinois du Bureau 610 (gestapo chinoise), Hao Fengjun, venaient tout juste de quitter leur poste et de démissionner du Parti communiste chinois (PCC) et avaient tous deux affirmé qu'un millier d'espions du PCC étaient présents au Canada et des milliers d'autres en Australie et aux États-Unis.

Ces deux hommes avaient quitté leur poste apportant avec eux des preuves tangibles de l'espionnage que se livre le régime communiste en sol étranger par le biais de ses ambassades et consulats, eux-mêmes y ayant participé activement. Entre autres, Hao Fengjun avait quitté la Chine en apportant avec lui des fichiers MP3 contenant des heures d'écoute téléphonique, dont La Grande Époque a eu copies. Un de ces fichiers contenait des conversations d'une citoyenne canadienne d'origine chinoise, Jillian Ye, vivant à Toronto. Elle était ciblée par le régime communiste en raison de sa pratique de la discipline spirituelle Falun Gong, bannie en Chine depuis 1999.

Ces preuves avaient été, peu longtemps après, corroborées par Michel Juneau-Katsuya, un ex-agent du SCRS, responsable du bureau Asie-pacifique. Lors d'une entrevue avec Australian Broadcasting Corporation en juillet 2005, il a dit qu'il y avait effectivement un réseau d'espionnage chinois « extrêmement agressif » au Canada. Ce réseau est, selon lui, grandement appuyé par un « nombre phénoménal de gens qui sont prêts à l'assister », mentionnant des étudiants étrangers, des chercheurs, des gens d'affaires, etc. « Ils sont prêts à partager de l'information et à les assister en tant qu'agents d'influence », avait-il dit.

Toujours selon M. Juneau-Katsuya, le Canada perd un milliard de dollars par mois en raison de l'espionnage industriel de la Chine.

Pour souligner ce point, Peter Mackay a mentionné le cas de l'appareil RedBerry de la Chine sorti récemment, qui serait une imitation du BlackBerry de la société canadienne Research in Motion.

M. Mackay a dit à la CTV que son gouvernement allait soulever la question de l'espionnage à la Chine au moment opportun. Il a aussi indiqué qu'il s'agissait du portfolio de Stockwell Day, ministre de la Sécurité publique.

L'ambassade chinoise à Ottawa nie s'adonner à l'espionnage.

Post-scriptum :

<http://french.epochtimes.com/news/6...>